

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- MARS 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2022 se déroule dans un contexte marqué par la poursuite de la reprise des activités économiques entamée à partir de 2021, mais qui demeure confrontée, d'une part, au retard des précipitations et, d'autre part, au renchérissement des cours des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, aux tensions inflationnistes et aux perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin mars 2022 fait ressortir un solde budgétaire excédentaire de 0,9 MM.DH, contre un déficit de 7,4 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+12 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+3,7 MM.DH).

### RECETTES

#### Comportement favorable des recettes fiscales ...

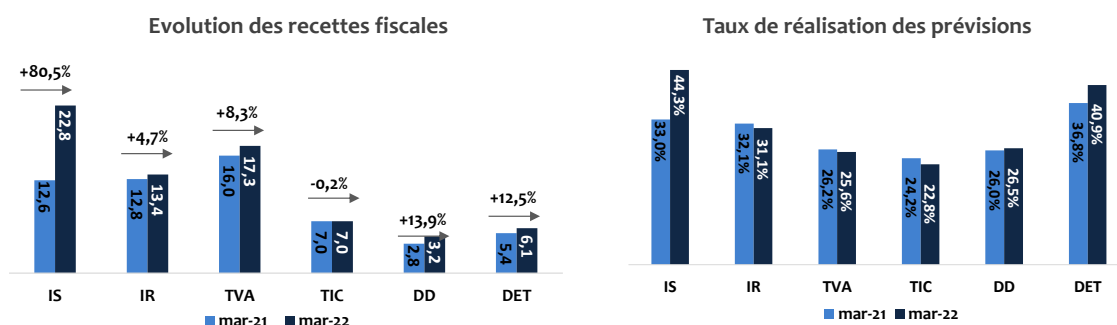
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 12 MM.DH ou 19,5%, comparativement à fin mars 2021, et un taux de réalisation de 28% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 13,3 MM.DH ou 23,3%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 31,5%, et ce, en dépit de la poursuite de l'effort de remboursement des crédits de TVA. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont ainsi atteint un montant de 5,5 MM.DH, contre 3,7 MM.DH à fin mars 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 10,2 MM.DH (+80,5%) suite à l'amélioration remarquable du 1<sup>er</sup> acompte (+3,6 MM.DH, +68,5%) et du complément de régularisation (+6,9 MM.DH, +154%). Cette bonne performance provient essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier ;
- Augmentation de l'IR de 0,6 MM.DH (+4,7%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+651 M.DH), des opérations de contrôle fiscal (+373 M.DH) et des profits de cession de valeurs mobilières (+206 M.DH). Ces augmentations ont permis de compenser l'effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;

- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1 MM.DH (-17,5%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (+1,2 M.DH) ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 2,4 MM.DH (+23,7%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (effet combiné prix et volume) ;
- Stabilisation des taxes intérieures de consommation à 7 MM.DH recouvrant une baisse des TIC sur tabacs (-221 M.DH) et une amélioration des TIC sur les produits énergétiques et les autres produits (+101 M.DH et +109 M.DH, respectivement).
- Hausse des droits de douane de 388 M.DH (+13,9%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 677 M.DH (+12,5%) attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (532 M.DH, 30%) et de la TSAV (124 M.DH, 4,8%).



**... et rythme moins accéléré des recettes non fiscales**

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à 2,5 MM.DH contre 3,7 MM.DH à fin mars 2021, soit un recul de 1,2 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 1 MM.DH contre 1,2 M.DH à fin mars 2021, dont 720 M.DH versés par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 257 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 1,5 MM.DH, dont 889 M.DH au titre des produits des ministères, 277 M.DH provenant des dons CCG et 225 M.DH de fonds de concours.

## DEPENSES

**Augmentation des dépenses ordinaires ...**

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 7 MM.DH (+11%) et un taux d'exécution de 26,7%.

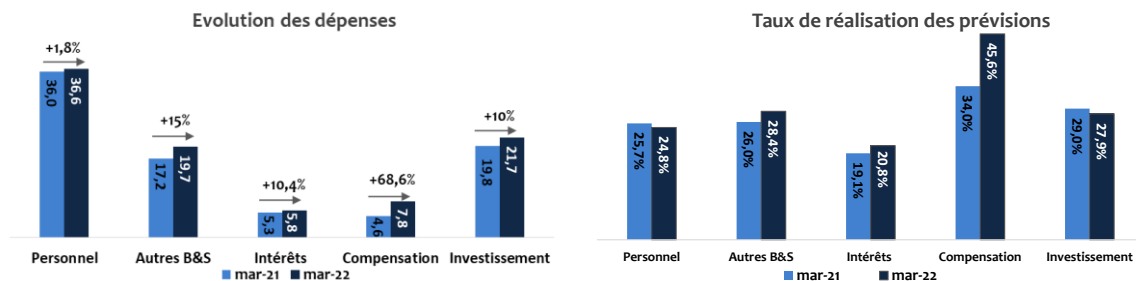
Cette évolution par rapport à fin mars 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation pour un montant de 3,2 MM.DH en liaison, notamment, avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 890 \$/T contre près de 543 \$/T à fin mars 2021. Ces charges ont enregistré un taux d'exécution de 45,6%.

Les dépenses de biens et services ont augmenté, quant à elles, de 3,2 MM.DH, dont 2,6 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 0,6 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les intérêts de la dette ont connu une hausse de 549 M.DH pour se situer à 5,8 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+749 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-201 M.DH).

**Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 3,5 MM.DH, contre un solde négatif de -1,6 MM.DH à fin mars 2021.**

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 21,7 MM.DH, contre 19,8 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 28%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

### Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 19 MM.DH, contre 13,9 MM.DH à fin mars 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,1 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,2 MM.DH à fin mars 2021.

## FINANCEMENT

### Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 11,4 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 10,4 MM.DH.

Ce besoin, augmenté de la baisse des dépôts au Trésor (-0,4 MM.DH), a été couvert par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 18,1 MM.DH et 0,7 MM.DH ainsi que par le flux net des placements sur le marché monétaire (+0,6 MM.DH).

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 46,1 MM.DH, contre 40,1 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 28 MM.DH, contre 27,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 2,5 MM.DH, contre 6,4 MM.DH à fin mars 2021, et des amortissements de 1,9 MM.DH, contre 1,7 MM.DH un an auparavant.

**SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR**  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2022 / Mars 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>61.488</b>	<b>262.906</b>	<b>73.491</b>	<b>19,5%</b>	<b>12.002</b>	<b>28,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>61.488</b>	<b>257.906</b>	<b>73.491</b>	<b>19,5%</b>	<b>12.002</b>	<b>28,5%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>56.991</b>	<b>222.863</b>	<b>70.289</b>	<b>23,3%</b>	<b>13.297</b>	<b>31,5%</b>
- Impôts directs	25.766	97.693	36.678	42,4%	10.912	37,5%
- Impôts indirects	23.014	98.243	24.334	5,7%	1.321	24,8%
- Droits de douane	2.798	12.027	3.186	13,9%	388	26,5%
- Enregistrement et timbre	5.414	14.901	6.091	12,5%	677	40,9%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>3.688</b>	<b>35.944</b>	<b>2.522</b>	<b>-31,6%</b>	<b>-1.166</b>	<b>7,0%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.172	13.985	1.017	-13,2%	-155	7,3%
- Autres recettes	2.516	16.959	1.505	-40,2%	-1.011	8,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>809</b>	<b>4.100</b>	<b>680</b>	<b>-15,9%</b>	<b>-129</b>	<b>16,6%</b>
- Fonds de soutien des prix	75	600	46	-38,7%	-29	7,7%
- Fonds spécial routier	734	3.500	634	-13,6%	-100	18,1%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>68.891</b>	<b>335.554</b>	<b>72.576</b>	<b>5,3%</b>	<b>3.686</b>	<b>21,6%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>63.055</b>	<b>262.061</b>	<b>69.958</b>	<b>10,9%</b>	<b>6.902</b>	<b>26,7%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>53.159</b>	<b>216.967</b>	<b>56.359</b>	<b>6,0%</b>	<b>3.200</b>	<b>26,0%</b>
Personnel (1)	36.006	147.537	36.639	1,8%	633	24,8%
Autres biens et services	17.153	69.430	19.720	15,0%	2.567	28,4%
<b>Dettes publiques (2)</b>	<b>5.295</b>	<b>28.075</b>	<b>5.844</b>	<b>10,4%</b>	<b>549</b>	<b>20,8%</b>
Intérieure	4.308	23.390	5.057	17,4%	749	21,6%
Extérieure	987	4.684	787	-20,3%	-201	16,8%
<b>Compensation (3)</b>	<b>4.601</b>	<b>17.020</b>	<b>7.755</b>	<b>68,6%</b>	<b>3.154</b>	<b>45,6%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>-1.567</b>	<b>845</b>	<b>3.533</b>	<b>-325,5%</b>	<b>5.100</b>	<b>418,1%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>19.762</b>	<b>77.993</b>	<b>21.728</b>	<b>10,0%</b>	<b>1.967</b>	<b>27,9%</b>
dont Fonds spécial routier	0	3.500	54			1,5%
<b>SOLDE DES CST (4)</b>	<b>13.926</b>	<b>4.500</b>	<b>19.110</b>	<b>37,2%</b>	<b>5.183</b>	<b>424,7%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-7.402</b>	<b>-72.648</b>	<b>914</b>	<b>-112,4%</b>	<b>8.317</b>	<b>-1,3%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-20.856</b>		<b>-11.359</b>		<b>9.497</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-28.258</b>	<b>-72.648</b>	<b>-10.444</b>	<b>-63,0%</b>	<b>17.813</b>	<b>14,4%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>23.539</b>	<b>51.976</b>	<b>9.762</b>		<b>-13.777</b>	<b>18,8%</b>
Endettement intérieur	12.463		18.133		5.669	
Autres opérations	11.076		-8.370		-19.447	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>4.719</b>	<b>20.672</b>	<b>682</b>		<b>-4.036</b>	<b>3,3%</b>
Tirages	6.440	40.000	2.538		-3.902	6,3%
Amortissements	-1.721	-19.328	-1.856		-135	9,6%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2022 / Mars 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>56.991</b>	<b>222.863</b>	<b>70.289</b>	<b>23,3%</b>	<b>13.297</b>	<b>31,5%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>25.766</b>	<b>97.693</b>	<b>36.678</b>	<b>42,4%</b>	<b>10.912</b>	<b>37,5%</b>
Taxe professionnelle	34	220	12	-64,7%	-22	5,4%
Impôt sur les sociétés (I.S)	12.623	51.447	22.780	80,5%	10.157	44,3%
Impôt sur le revenu ( I.R)	12.779	43.041	13.384	4,7%	605	31,1%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires	21	0	2	-90,5%	-19	-
Taxe urbaine/d'habitation	4	22	2	-50,0%	-2	9,0%
Majorations	299	2.136	444	48,5%	145	20,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	46	-	46	5,8%
Autres impôts directs	6	25	8	33,3%	2	31,6%
<b>Impôts indirects</b>	<b>23.014</b>	<b>98.243</b>	<b>24.334</b>	<b>5,7%</b>	<b>1.321</b>	<b>24,8%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>15.967</b>	<b>67.446</b>	<b>17.299</b>	<b>8,3%</b>	<b>1.331</b>	<b>25,6%</b>
(Intérieure)	5.966	24.346	4.924	-17,5%	-1.042	20,2%
(Importation)	10.001	43.100	12.375	23,7%	2.373	28,7%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>7.046</b>	<b>30.796</b>	<b>7.036</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-11</b>	<b>22,8%</b>
(Tabacs)	2.745	11.813	2.524	-8,1%	-221	21,4%
(Produits énergétiques)	3.878	16.995	3.979	2,6%	101	23,4%
(Autres)	424	1.989	533	25,7%	109	26,8%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>2.798</b>	<b>12.027</b>	<b>3.186</b>	<b>13,9%</b>	<b>388</b>	<b>26,5%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>5.414</b>	<b>14.901</b>	<b>6.091</b>	<b>12,5%</b>	<b>677</b>	<b>40,9%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>3.688</b>	<b>35.944</b>	<b>2.522</b>	<b>-31,6%</b>	<b>-1.166</b>	<b>7,0%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.172	13.985	1.017	-13,2%	-155	7,3%
- Autres recettes	2.516	16.959	1.505	-40,2%	-1.011	8,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>809</b>	<b>4.100</b>	<b>680</b>	<b>-15,9%</b>	<b>-129</b>	<b>16,6%</b>
Fonds de soutien des prix	75	600	46	-38,7%	-29	7,7%
Fonds spécial routier	734	3.500	634	-13,6%	-100	18,1%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>61.488</b>	<b>262.906</b>	<b>73.491</b>	<b>19,5%</b>	<b>12.002</b>	<b>28,0%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>61.488</b>	<b>257.906</b>	<b>73.491</b>	<b>19,5%</b>	<b>12.002</b>	<b>28,5%</b>